



PAULINE BLISTÈNE

« Les gens ont peur, et quand ils ont peur, ils n'ont plus envie de comprendre. »

Doctorante à l'Institut des sciences juridique et philosophique (Sorbonne, Paris I) et Coordinatrice de l'association pour les études sur la guerre et la stratégie (AEGES), Pauline Blistène est spécialisée sur les représentations des services de renseignement dans la fiction. Selon elle, la France souffre encore d'un problème de perception face au terrorisme jihadiste.

Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert | photo : Lucas Hueber

Homeland est une série post 11 septembre 2001. En France, l'équivalent aurait été le 13 novembre 2015. Quel a été l'impact sur la production culturelle française ?

C'est un sujet compliqué, on n'a pas encore beaucoup de recul. Mais je pense que la question du terrorisme a du mal à s'imposer dans la fiction télévisuelle et cinématographique : c'est un sujet difficile à traiter, très sensible. Ce sujet est souvent envisagé du point de vue des services de renseignement ou des forces armées qui sont censées nous protéger de la menace terroriste. En dehors de la série britannique *The State*, qui se concentre sur l'État Islamique et qui a été produite en 2017, il n'y a pas d'équivalent, notamment en France. Il n'y a pas de série qui tente de décrypter ce qui pousse au passage à l'acte et de montrer pourquoi les jihadistes font ce qu'ils font. Dans la série *Le Bureau de Légendes*, on peut noter toutefois une tentative de représentation de l'État Islamique, sauf que, là encore, on est du point de vue des ren-

seignements français. Je pense que parler de terrorisme en prenant un autre point de vue que les services représente un défi scénaristique. Quand on décide de construire des personnages, il y a toujours ce risque de finir par sympathiser avec ces protagonistes. Je pense que c'est un danger dont les scénaristes sont conscients aujourd'hui.

Comment peut-on alors expliquer cette absence de mise en mots ? C'est une question de temporalité ?

Je pense que oui. On est toujours dans cette séquence d'attentats, même si, bien heureusement, les occurrences diminuent et l'ampleur des attaques n'est plus la même que celle des attaques de 2015 et ensuite à Nice en 2016. Finalement, il faut du temps pour digérer et comprendre. Il y a un vrai travail à réaliser sur la compréhension de ce phénomène. Ensuite, il faut que la fiction s'en empare sans dire trop de bêtises, sans tomber dans la caricature, notamment dans la représentation des jihadistes. Cela a beaucoup eu lieu aux

Pauline Blistène - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

États-Unis après le 11 septembre, où l'on a souvent vu cette image d'un ennemi fou, barbare, avide de sang et qui n'obéirait à aucune rationalité.

Cette représentation extrême du jihadiste n'est-elle pas une façon de mettre à distance la menace, de se protéger ?

Je pense que la population française, qui vit dans une angoisse certaine, a encore du mal à comprendre ce qu'il se trame. C'est une manière de tenir à distance ces terroristes dont on ne comprend pas forcément les motifs. Pour moi, c'est là que la fiction peut intervenir. Elle peut en effet familiariser sans pour autant être un outil pédagogique, au sens d'un manuel d'explicitation. La fiction peut permettre de familiariser le public à des logiques sous-jacentes, qui sont extrêmement difficiles à expliquer.

Il y a aussi un travail à faire du côté du journalisme. Les journalistes ont une responsabilité, tout comme les chercheurs. Ils doivent expliquer ce qui se trame dans le phénomène que l'on qualifie de jihadisme. Or, ce sont des idées difficiles à faire passer : les gens ont peur et quand ils ont peur, ils n'ont plus envie de comprendre. La volonté de rationaliser est comme suspendue. Il y a peut-être aussi une manière de se protéger en tenant à distance ces individus qui sont pourtant bien souvent issus de la société française.

Vous parlez de vulgariser sans expliciter, est-ce qu'il existe d'autres effets offerts par la fiction, comme une catharsis collective, une autre perception du phéno-

mène ?

Sur la question du rôle éducatif des fictions, je pense qu'il ne faut pas les prendre comme des manuels, que ce soit des manuels de sciences politiques ou de droit. La fiction est avant tout une création qui est de plus en plus vraisemblable, de par la volonté des créateurs. On reste cependant dans une forme de distanciation. Il ne faut pas regarder la fiction de manière documentaire, et c'est sûrement l'erreur première que l'on fait. La fiction n'est pas non plus un miroir, dans le sens où elle va structurer les représentations collectives, et c'est pour cela qu'elle a une importance déterminante.

Avec la question de la catharsis, un terme qui est souvent dévoyé, il y a l'idée que, en regardant une fiction, les passions seraient exultées. Il y a aussi l'idée que l'on peut guérir collectivement en regardant, mais aussi en discutant des fictions que l'on a regardé.

Ce qu'il y a de passionnant avec la fiction, c'est cette capacité à déclencher des conversations, qu'elles soient ordinaires ou politiques. La fiction a d'ailleurs quelques occurrences dans les débats politiques. On parle de moins en moins de renseignement en France sans faire référence au Bureau des Légendes, aussi bien du côté des parlementaires que des gens ordinaires. La fiction peut permettre de constituer un point de référence qui sera débattu, mais qui permet de saisir des sujets et de fournir un langage commun. Le sujet de la catharsis par la fiction est un peu plus compliqué : il faudrait analyser l'impact individuel et collectif. Dans un

« Les journalistes et les chercheurs doivent expliquer ce qui se trame dans le phénomène que l'on qualifie de jihadisme. »

Pauline Blistène - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

article, je suggérais l'idée que l'on a été habitué, par la fiction, à une certaine présence d'attaques, d'attentats. Cela permet de comprendre le réflexe des commentateurs du 11 septembre, quand le deuxième avion frappe la deuxième tour, de dire qu'il ne s'agit plus d'un accident, mais bien d'une attaque. À ce moment-là, les commentateurs n'en croient pas leurs yeux. Ils font d'emblée référence aux blockbusters américains en disant : « *on se croirait dans un film* ». D'ailleurs, certaines victimes ont eu le même réflexe après le 13 novembre. C'est tout à fait compréhensible et la fiction permet de tenir à distance ce qui nous arrive.

France 2 va tourner un téléfilm sur les attentats du 13 Novembre. Cela a provoqué de l'émoi chez les familles des victimes. Au vu de vos sujets de recherche, qu'est-ce que vous pensez de ce genre de fiction ?

Je suis bien en peine de m'exprimer sur ce genre de projet. Je comprends à la fois le besoin de fournir une fiction qui parle du 13 novembre et je comprends aussi l'indignation des familles. Le besoin de romancer, c'est pour rendre le message moins dur, et c'est absolument impossible à faire. Comment voulez-vous parler de façon dépassionnée de ces sujets ?

Il y a très peu d'initiative de la fiction française qui vont dans ce sens. C'est lié à cette idée de temporalité et de la difficulté de se saisir de ces sujets et, dès que l'on s'en empare, cela fait débat, ce qui est tout à fait compréhensible.

Les parlementaires utilisent *Le Bureau des Légendes* pour parler de terrorisme. Est-

ce que c'est une tentative de se mettre au niveau de la population ou est-ce que la série fait à ce point autorité ?

Premièrement, je n'ai pas d'informations précises sur la fonction que remplit *Le Bureau des Légendes* dans le débat parlementaire. Cela nécessiterait un long travail de terrain, d'étudier des retranscriptions, et ce n'est pas ce que je fais.

Ce que j'ai déjà observé aux États-Unis, c'est que des gens qui n'appartiennent pas à ce monde du renseignement, des citoyens ou des parlementaires, se saisissent de figures qui sont des personnages de fiction pour faire passer des mes-

sages. Il y a le malheureux exemple du juge Scalia, qui a fait référence, à plusieurs reprises, à Jack Bauer (personnage principal de *24h Chrono*) pour faire comprendre que nous avons des

attentats qui vont survenir sur le territoire américain et que cela justifie donc l'emploi de certaines mesures, notamment extrajudiciaires pour contrer les attentats à venir. Là, la fiction sert de point d'appui à une politique menée dans le cadre du contre-terrorisme américain.

Pour le moment, on ne voit pas ce genre de choses en France, mais, ce qu'il faut garder à l'esprit, c'est que le monde du renseignement est un monde clos. Ce qui s'explique par une dimension stratégique du secret, qui permet de se protéger des services étrangers ainsi que des fuites vers l'extérieur. C'est un monde qui se caractérise donc par une asymétrie d'informations. En d'autres termes : les services vous disent ce qu'ils veulent que vous entendiez. Cependant, certains sujets sont soufflés aux journalistes et les services peuvent se servir

« Les services vous disent ce qu'ils veulent que vous entendiez. »

Pauline Blistène - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

de la presse comme moyen de faire passer un message.

Dans cette asymétrie d'informations, il y a également la déclassification qui intervient au moment où le grand public aura accès à certaines archives. Mais ce sont des archives, c'est du passé. Concernant les actions concrètes, qui se déroulent actuellement, très peu de choses filtrent en dehors de cette frontière du secret. La fiction peut combler ce secret, non pas avec des informations véridiques, mais plutôt comme un mode de fonctionnement, qui permet de comprendre la nécessité de ces services en démocratie, de services qui sont autorisés, légalement, à faire des choses illégales.

En quoi consiste la mission Cinéma lancée par le ministère de la Défense ?

La mission Cinéma c'est l'évolution de ce que l'on appelait les bureaux d'accueil de tournage, qui existent depuis plusieurs années au ministère de la Défense. La mission Cinéma a été créée suite au succès de la première saison du *Bureau des Légendes*. Sa création a d'ailleurs été annoncée lors de l'avant-première de la saison 2. Le rôle de la mission, tel que je le comprends, c'est de tenir la position intermédiaire entre l'industrie du divertissement et des forces armées ou des acteurs de la sécurité. Cela peut inclure les services de renseignement. C'est une porte d'entrée dans un monde assez méconnu du grand public, et elle vise à influencer les scénaristes dans le processus d'écriture, de mettre à disposition des lieux de tournage. Quand je dis influencer, je ne veux pas véhiculer l'idée qu'il y a une opération secrète avec des officines qui visent à créer du cinéma de propagande. Plutôt influencer dans le sens de familiariser, éduquer. Le ministère des Armées est dans un pro-

cessus d'ouverture depuis plusieurs années et la mission Cinéma est la dernière occurrence de ce processus. Les contours de la Mission sont encore cependant à définir, puisqu'elle a été créée en 2016 et que, pour l'instant, ils travaillent sur certains projets qui ont été commencés avant. D'autres films, ayant bénéficié du soutien de cet organisme, devraient sortir prochainement.

Est-ce que cette ouverture est motivée par ce qui s'est passé en France ces dernières années ou est-ce qu'il s'agit de rendre la parole à la grande muette ?

L'idée qui préside à cette ouverture est, je pense, d'améliorer la communication et de sortir, justement, de cette idée de *grande muette*. Les services de renseignement et le ministère des Armées ont compris qu'il valait mieux communiquer, parce qu'en communiquant, on maîtrise mieux son image.

Cette mission remplit une fonction très spécifique : fournir un référent, structurer des représentations collectives qui ne passeraient pas que par des films institutionnels, souvent ennuyeux, pas très inventifs. On n'est pas non plus dans un système où les créateurs sont à la solde du pouvoir, il y a quand même toujours une certaine distance, ce qui permet de créer des séries ou des films qui sont plutôt de bonne qualité. On imagine mal, avec tout le respect que je porte aux armées, le ministère ou la DGSE produire une série d'aussi bonne qualité que *Le Bureau des Légendes*.

Cette mission serait donc une mission d'accompagnement vers plus de réalisme. Est-ce que l'on peut considérer, aussi, qu'elle émane d'une demande des scénaristes ?

Pauline Blistène - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

La mission est créée en 2016 et est l'évolution d'une pratique qui avait déjà cours depuis plusieurs années. L'importance prise par la fiction comme outil de communication s'est imposée depuis *Le Bureau des Légendes*. Les bouleversements sécuritaires actuels ont aussi accompagné cette évolution et, d'une certaine manière, ils l'ont précipité.

Peut-être que le ministère des Armées a compris que ces fameux films institutionnels ne marchent pas aussi bien qu'une fiction dans l'esprit des futures recrues. C'est une pratique qui a cours aux États-Unis depuis longtemps, notamment grâce à *Top Gun*, en 1986, qui est souvent considéré comme un bon outil de recrutement de l'armée américaine. Bien sûr que le ministère a ça en tête.

Mais il faut garder à l'esprit que le contexte sécuritaire, la multiplication des attentats, la présence sur plusieurs terrains d'opération ont, eux aussi, favorisés le recrutement. On a beaucoup parlé de ces files d'attente dans les bureaux de recrutement après le 13 novembre. On n'est plus dans cet élan, et peut-être que la mission Cinéma va prendre le relais sur le long terme pour instiller cette idée que les forces armées sont autre chose que ce que l'on a tendance à penser.

Je pense également que la mission principale de cet organisme est de dépassionner le débat tout en fournissant des référents qui permettent, peut-être, de se projeter en tant qu'individu. Même si les personnages du *Bureau des Légendes* ne sont pas toujours très glorieux, il reste dans l'esprit

des gens que ce sont des personnes qui travaillent et qui sont au service de quelque chose qui est plus grand qu'eux, à savoir la protection des intérêts de la France. Finalement, c'est cette ambivalence qui permet de dire que ce n'est pas une fiction de commande.

Vous travaillez également sur la philosophie politique. Nicolas Hénin nous disait que la France se désintéresse des security studies et des war studies, même si cela

tend à s'améliorer en ce moment. Comment est-ce que cela s'explique ?

Je ne pense pas que la France s'est toujours tenue à distance de ces sujets. Il ne faut pas tomber dans la caricature, des travaux ont été menés en histoire, dans les renseignements... Mais il n'existe pas, et vous avez

«Il n'existe pas de champ universitaire concernant les études de la guerre, quand bien même ces champs existent aux États-Unis et en Grande-Bretagne . »

raison, de champ universitaire concernant les études de la guerre, quand bien même ces champs existent aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

Je pense que cela est notamment dû à l'histoire de l'université française qui a toujours été un peu précautionneuse sur ces sujets. L'université a été marquée par certains débats idéologiques. Et il est vrai que quand on s'intéresse à ces sujets, il est difficile d'avancer l'idée que l'on est là pour dépassionner, expliciter ce que sont les forces armées, les services de renseignement sans défendre pour autant ce qu'ils font. Nous ne sommes pas là pour faire de la publicité à tel ou tel service. Ce qui nous importe, c'est de décrypter le mode de fonctionnement de l'État et de comprendre comment ces domaines de la guerre, de la straté-

Pauline Blistène - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

gie, sont totalement déterminants dans la conduite de la politique contemporaine, de la diplomatie.

Comment est-ce que l'on aborde ces études de sécurité dans d'autres pays du monde ?

En Grande-Bretagne, il y a une prédominance des études critiques. Elles essaient de déconstruire les notions de pouvoir pour en faire émerger d'autres, comme celle du discours. Il s'agit de sortir de la compréhension monolithique d'un réalisme pragmatique qui viserait à défendre une certaine vision des relations internationales. On n'est pas dans de l'opération clandestine : il y a des bibliothèques, des départements, des professeurs reconnus... Aux États-Unis en revanche il y a actuellement une prédominance des études quantitatives, qui s'intéressent à la capacité de traduire par des chiffres les phénomènes politiques afin de décrypter et dépassionner. Le but est de faire venir les outils des sciences dures vers les sciences sociales. Là aussi, vous avez une quantité de départements et d'universités qui ont tous leur histoire.

En France, il y a Sciences Po, mais tout est très récent. Il n'y a pas encore de publications qui soient vraiment reconnues dans le système de publication internationale. Et si vous ne publiez pas, vous n'existez pas. Il faut donc aller publier dans les revues anglaises ou américaines.

Est-ce que ce n'est pas préjudiciable pour la recherche française de devoir aller publier dans des revues internationales ?

J'aurais tendance à dire que c'est une chance, dans la mesure où l'anglais s'impose au niveau mondial, quel que soit le domaine. Il est désormais inenvisageable,

quand on est dans ce domaine, de ne pas publier en anglais, de ne pas parler anglais. On peut le déplorer quand ça entraîne une fuite des cerveaux. Quelques très bons chercheurs, formés en France, n'ont pas trouvé de département d'accueil dans l'université française et sont partis, pour différentes raisons, aux États-Unis, en Grande-Bretagne ou au Danemark, notamment parce que les conditions d'accueil étaient extrêmement favorables là-bas. C'est également préjudiciable au rayonnement français sur ces questions. On commence à peine à voir des Français arriver dans des grandes conférences de ce champ de recherche, sur certaines questions. Je pense que les choses vont bouger dans les années à venir mais ça va prendre du temps.

Est-ce que les domaines de la fiction et de la recherche représentent un champ de bataille important contre le terrorisme ?

Oui, bien sûr. Avant tout, le terrorisme est un combat sur le terrain des représentations, des idées. Ce n'est pas que ça, c'est également un mode d'action. On a aussi souvent souligné à quel point le terrorisme était lié à la composante médiatique. Un attentat n'est pas un attentat sans être couvert comme tel par les médias.

Pour conclure, est-il possible en France de parler rationnellement de terrorisme, selon vous ?

Je pense qu'il est assez compliqué de dépassionner le débat sur le terrorisme, qui est un débat passionné par essence, puisque le terrorisme suscite des émotions, des passions, des affects. Il repose sur ces éléments, pour partie. Certains chercheurs font ce travail. Il ne s'agit pas d'expliquer dans le sens d'excuser, mais de reconstituer

Pauline Blistène - Entretien réalisé le 27 octobre 2017 par Lucas Hueber et Elie Guckert

des logiques qui président au départ de ces centaines de jeunes pour rejoindre le califat aujourd'hui ou Al-Qaïda auparavant. Qu'est-ce qui explique cette rupture avec leur communauté politique ?

Mais la force du terrorisme vient aussi de là. Le terrorisme fait ressurgir cette explosion du tissu social, il repose aussi dessus. Possible ou pas possible ? Il est en tout cas rarement possible d'en parler à chaud après un attentat. Le débat public est pour l'instant dominé par des réactions déraisonnables, en euphémisant. Il est nécessaire de dépassionner le débat. ■

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber

Yves Trotignon - Entretien réalisé le 9 janvier 2018 par Elie Guckert et Lucas Hueber



*Politique du secret -
Regards sur le Bu-
reau des légendes -
Yves Trotignon -
PUF (2018)*